



Centre-Val de Loire

Transition écologique et emploi cadre

Dans le Centre-Val de Loire, 1 154 cadres du secteur privé occupaient un emploi « vert » en 2021, et 24 539 autres cadres avaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. Ceux-ci représentaient alors 31 % des cadres du secteur privé présents dans la région en 2021 et 4 % des cadres exerçant en France un métier « vert » ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique.

Entre 2019 et 2023, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des « métiers verts » a augmenté de 88 % en Centre-Val de Loire. En 2023, celles-ci représentaient 3,5 % des offres d'emploi cadre pour des « postes » verts publiées au national.

Pendant ces cinq années, 786 millions d'euros ont été investis dans le développement durable par les entreprises du secteur privé, et 750 emplois salariés ont été créés. Cela témoigne d'une transition écologique bien engagée.

Pour accompagner ces transitions, des formations initiales et continues se développent dans le supérieur, des plus pointues aux plus génériques.

Dans le Centre-Val de Loire, le nombre d'offres d'emploi cadre publiées sur [apec.fr](https://www.apec.fr) pour un poste vert a progressé de 88 % entre 2019 et 2023

Les entreprises du privé implantées en Centre-Val de Loire ont publié 440 offres d'emploi cadre pour des métiers verts en 2023. La région se situe ainsi au 9^{ème} rang de celles qui publient le plus d'offres d'emploi cadre pour des postes verts. Elles concernent pour moitié les métiers verts de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux (52 %).

En forte progression, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des postes verts représentait 2,6 % des opportunités offertes dans la région en 2023, contre 1,6 % en 2019. L'évolution la plus marquée concerne les métiers de l'énergie, avec trois fois plus d'offres en 2023 qu'en 2019.

> Évolution du nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts en Centre-Val de Loire entre 2019 et 2023 et comparaison au national



Base : offres publiées sur [apec.fr](https://www.apec.fr)
Source : Apec, 2024

Entre 2019 et 2023, la majorité des offres d'emploi cadre pour un poste vert concernaient le secteur des services et les bassins d'emploi de Tours et Orléans

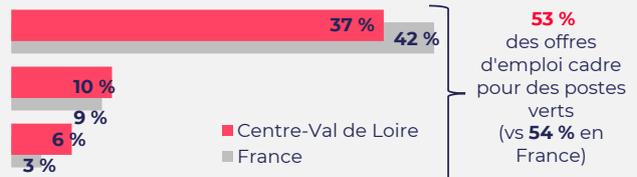
68 % des offres d'emploi cadre émises entre 2019 et 2023 pour des postes verts l'ont été par des entreprises des services, essentiellement en ingénierie et études techniques (37 % de ces offres). Suivent les activités des sièges sociaux (10 %) puis des travaux de construction spécialisés (6 %). Tous ces domaines sont soumis à d'importantes réglementations pour obliger les entreprises à réduire leur impact environnemental : réalisation de diagnostics, instauration de politiques de gestion des déchets, d'économie d'énergie, de réduction de la pollution et d'utilisation responsable des ressources.

Les offres pour des métiers verts sont surtout localisées dans les bassins d'emploi de Tours (569 offres), d'Orléans (500 offres), puis dans une moindre mesure celui de Chartres (169 offres). Quasiment partout, les offres pour les métiers de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux prédominent. Toutefois, dans celui de Tours, la majorité des offres concernent les métiers de l'énergie. Le territoire qui accueille le pôle de compétitivité S2E2 dédié à l'énergie intelligente, est très engagé dans ce domaine. Même s'il compte peu d'offres d'emploi cadre, celui de Chinon recherche aussi surtout des cadres de l'énergie. Son activité en partie tournée vers la production énergétique explique cette spécificité. Les opportunités liées à l'aménagement du territoire sont globalement peu nombreuses, mais elles sont surreprésentées sur les bassins d'Orléans et de Bourges.

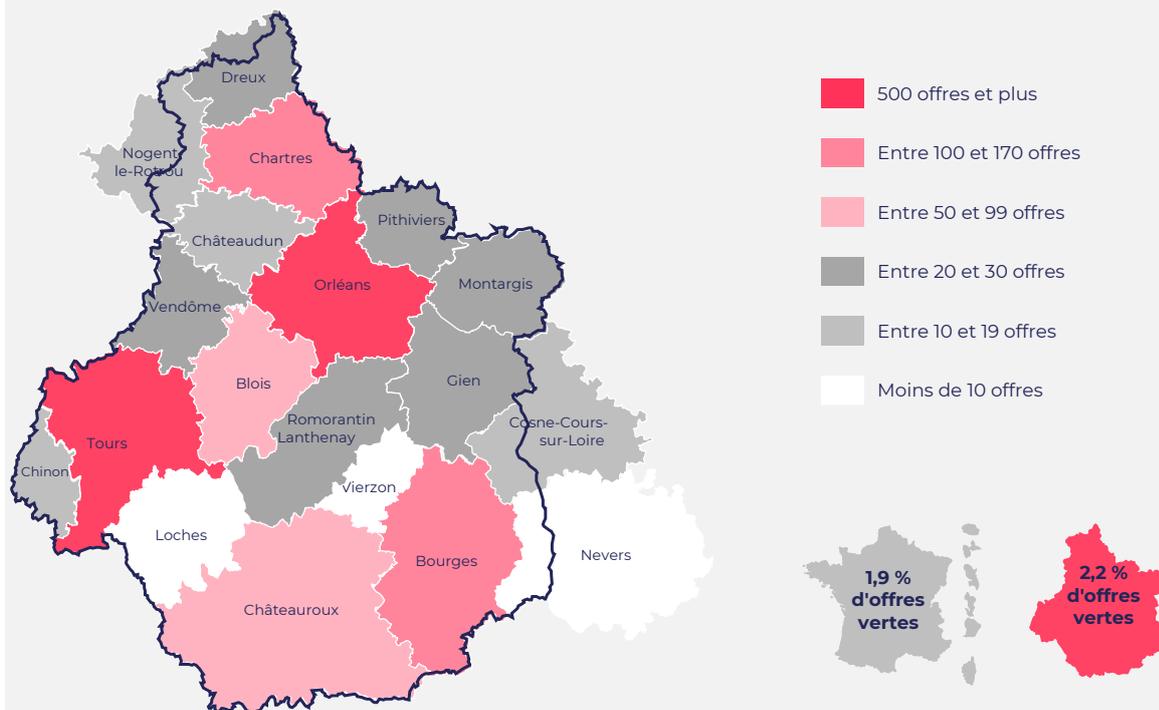
Au total entre 2019 et 2023, les offres d'emploi pour des postes verts ont représenté 2,2 % du marché de l'emploi cadre régional, contre 1,9 % au national.

> Principaux secteurs qui publient des offres d'emploi cadre pour des postes « verts » en Centre-Val de Loire entre 2019 et 2023

Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques
 Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion
 Travaux de construction spécialisés



> Volume d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour des postes verts entre 2019 et 2023 par zone d'emploi en Centre-Val de Loire, et poids par rapport au national



Base : offres publiées sur apec.fr
 Source : Apec, 2024

786 M€ ont été investis en région Centre-Val de Loire dans les filières liées au développement durable et 750 emplois salariés créés entre 2019 et 2023

Entre 2019 et 2023, les entreprises du secteur privé du Centre-Val de Loire ont investi 786 millions d'euros dans des projets liés au développement durable, ce qui correspond à 7 % de leurs investissements. La filière des énergies renouvelables représente 64 % de ces investissements, avec une concentration dans les bassins d'emploi d'Orléans et de Tours.

56 % des projets liés au développement durable l'ont été à l'initiative des PME et des micro-entreprises. 7 % ont été portés par des start-ups, principalement dans les filières des énergies renouvelables (méthanisation et solaire) et bâtiment durable.

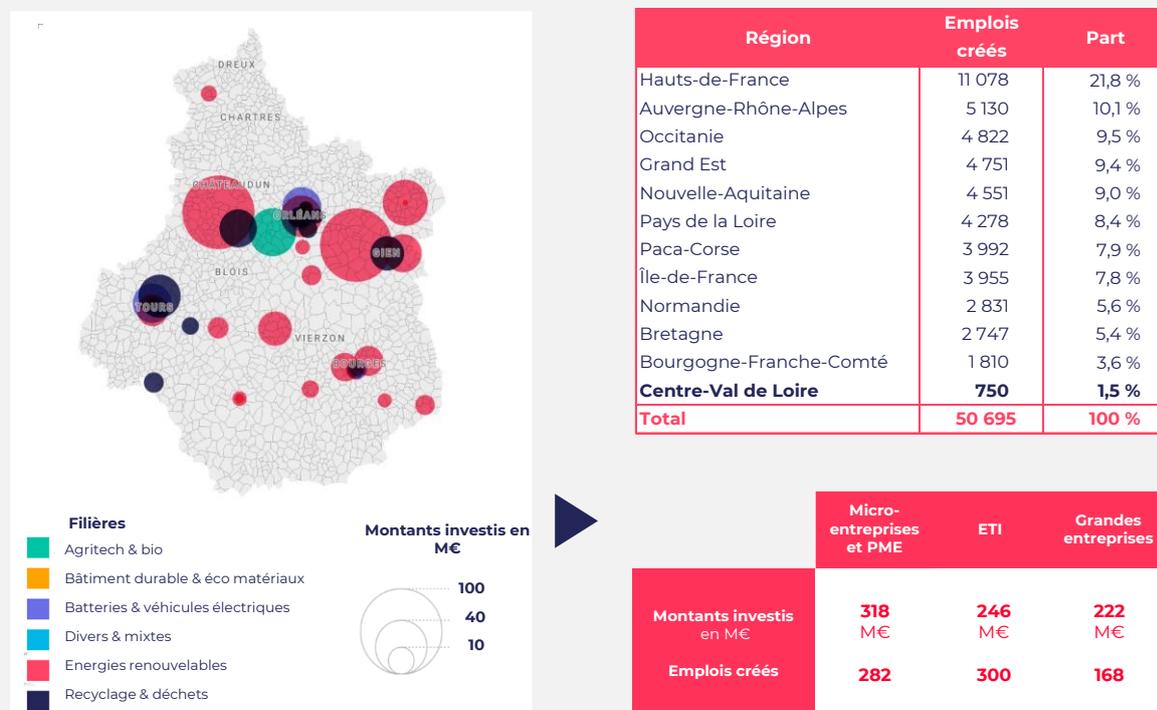
Le Centre-Val de Loire est, en France métropolitaine, la région qui a le moins contribué à la création d'emplois salariés du fait des investissements dans le développement durable (750 emplois, soit 1,5 % de ceux créés à l'échelle nationale).

Parmi les emplois créés, la majorité l'ont été dans les ETI ainsi que dans les micro-entreprises et PME (respectivement 300 et 282). Seuls 22 % l'ont été dans les grandes entreprises. Par ailleurs, quatre emplois sur dix l'ont été dans le secteur des travaux de constructions spécialisés.

Enfin, tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, 18 % des emplois créés sont des emplois cadres.

Outre les projets d'investissements pour des produits et services liés au développement durable (écoconstruction, solaire, dépollution, etc.), des industries adoptent des processus de production plus respectueux de l'environnement. En Centre-Val de Loire, les secteurs de l'alimentaire, de la plasturgie ou de la motorisation sont, à travers leurs efforts de verdissement, plus particulièrement représentatifs de cette industrie tournée vers le futur. Ce sont les entreprises des bassins d'emploi d'Orléans, de Tours et de Châteauroux qui portent le plus de projets de ce type.

> Investissements dans le développement durable en Centre-Val de Loire : localisations, montants, nombre d'emplois créés et répartition par taille d'entreprise



Source : Observatoire de l'emploi et de l'investissement, Trendeo, 2024

La transition écologique est au cœur de plusieurs dispositifs de recherche et de financement publics

De nombreuses aides existent au national pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur transformation. Par exemple, le crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte est une aide fiscale nouvellement inscrite dans la Loi de finances pour 2024. Elle est destinée aux entreprises souhaitant réaliser de nouveaux projets dans le photovoltaïque, les batteries, l'éolien ou encore les pompes à chaleur. De plus, plusieurs pôles de compétitivité et programmes de recherche œuvrent aussi à accélérer la transition écologique. En Centre-Val de Loire, le [Contrat plan Etat-Région 2021-2027](#) soutient plusieurs projets, tous liés aux domaines de spécialisation de la stratégie régionale d'innovation.

> Exemples non exhaustifs de projets de recherche axés « Transition écologique » en Centre-Val de Loire

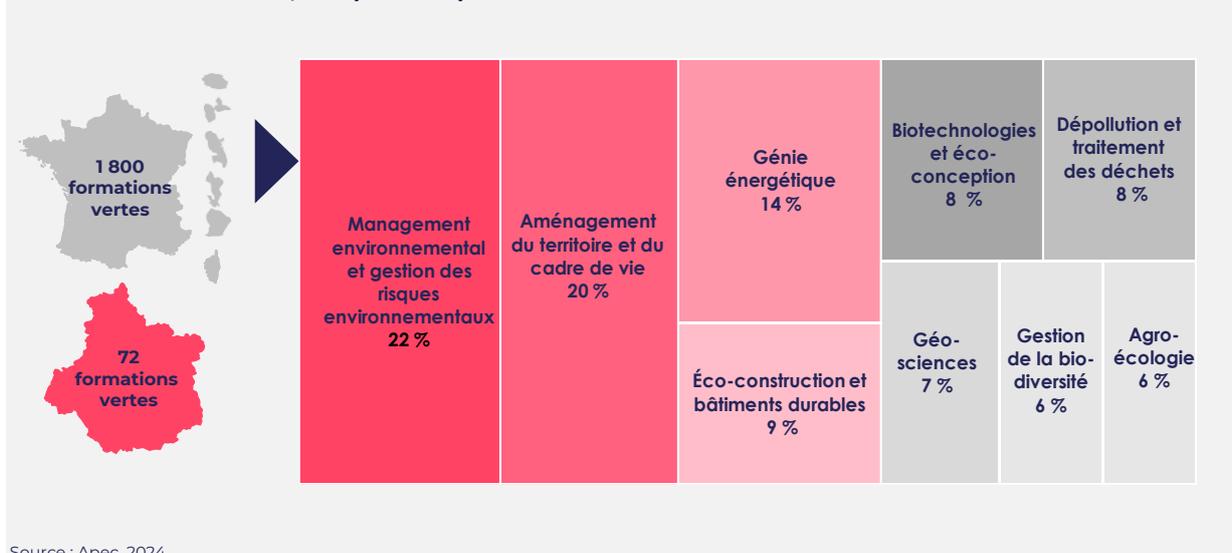
Projets	Porteurs
Sciences de la terre, environnement et numérique	BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières)
Biologie et chimie du vivant, imagerie, études structures	Université d'Orléans/CNRS
Plateforme recherche hydrogène et numérique	INSA
Patrimoines naturels et culturels	Université d'Orléans/Université de Tours
Multi-matériaux ; matériaux innovants ; matériaux durables	CNRS

Source : Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Des formations existent aussi pour accompagner cette transition

Le Centre-Val de Loire compte de nombreuses formations initiales et continues permettant d'acquérir des savoirs en matière de durabilité. Comme partout en France, elles portent surtout sur la gestion des risques, l'énergie et l'aménagement du territoire, ou les géosciences. Ces formations représentent un vivier potentiel pour les entreprises souhaitant recruter des compétences spécifiques. Au-delà des formations très ciblées, des temps de sensibilisation plus globaux se sont mis en place pour former les étudiants au développement durable. Ceci fait suite au [rapport Jean Jouzel](#) de 2022 qui préconise la diffusion obligatoire d'un socle de connaissances autour de la transition écologique, et ce à l'ensemble des étudiants de 1^{er} cycle. Effective depuis la rentrée 2024, cette mesure est posée comme une réponse parmi d'autres, à un enjeu sociétal majeur qui est celui de la raréfaction des ressources fossiles, du changement climatique et des atteintes à l'environnement.

> Nombre de formations dans le domaine du développement durable et de la transition écologique en France et en Centre-Val de Loire, et répartition par domaines de formation au national



Définitions et périmètres

Transition écologique : une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires).

Économie verte : activité économique qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources (source : Programme des Nations unies).

Métier vert : métier dont la finalité et l'essentiel des compétences mises en œuvre associées contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et dommages sur l'environnement (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires). On en compte 19 parmi les métiers cadres. Ils se répartissent en trois catégories :

- Les métiers de l'énergie : [ingénieur énergies](#) ; [ingénieur d'études réseaux d'énergie](#) ; [chargé d'affaires en environnement et énergie](#) ; [ingénieur en efficacité énergétique](#) ; [ingénieur énergies renouvelables](#).
- Les métiers de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la préservation de la biodiversité : [géologue](#) ; [géomaticien](#) ; [hydraulicien](#) ; [chef de projet aménagement du territoire](#) ; [urbaniste](#) ; [expert en environnement et écologie](#).
- Les métiers des technologies vertes, et de la gestion et de la prévention des risques environnementaux : [ingénieur en biotechnologies](#) ; [chef de projet sites et sols pollués](#) ; [directeur QHSE](#) ; [ingénieur HSE](#) ; [responsable HSE](#) ; [directeur développement durable](#) ; [ingénieur d'études environnement](#) ; [responsable RSE](#).

Projets d'investissements créateurs d'emploi dans le champ du développement durable.

Projets d'entreprises recensés dans des données publiques par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo. Ils couvrent plusieurs champs d'investissement dans le domaine du développement durable : les biotechnologies vertes, le bâtiment durable et les éco-matériaux, les batteries et véhicules électriques, les énergies renouvelables, le recyclage et le traitement des déchets et autres projets durables. Pour l'industrie du futur, il s'agit de déclarations qualifiées faisant état de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'autres critères qualitatifs.

Méthodologie

Ce document repose sur :

- L'exploitation de données publiques : Onemev, Insee (RP 2021), Insee (Déclaration sociale nominative, 2021).
- L'analyse des offres publiées sur [apec.fr](#) de 2019 à 2023, hors doublons et hors offres partenaires.
- L'analyse des investissements portés par les entreprises de la région (Trendeo, 2024).
- La recension des « formations vertes » de niveau Bac+3 et plus délivrées en 2023 par les universités et écoles d'ingénieur.
- Une recherche documentaire.

ISSN 2826-874 (Collection Recrutement)

Cette étude a été réalisée par la Direction Données et Études (DDE) de l'Apec.

- Directeur de la DDE : Pierre Lamblin
- Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien
- Équipe projet : Geoffroy Garin, Anne-Dominique Gleyen, Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Kamel Yahyaoui.

Elle a bénéficié de l'apport de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo

- Directeur : David Cousquer
- Économiste : Rayan Benamane



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : [@Apec_Etudes](https://twitter.com/Apec_Etudes)

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 19h
aux horaires France métropolitaine

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1er juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur. L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT). Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).